

Direction des Opérations
Pôle Exploitation Rhône-Méditerranée
Département Maintenance Données et Travaux Tiers
10 rue Pierre Semard
CS 50329 - 69363 LYON CEDEX 07
Téléphone +33(0)4 78 65 59 59
www.grtgaz.com

SCI DRUMIMMO
168 AV DU GOLF
73420 DRUMETTAZ-CLARAFOND

Affaire suivie par : WOLFF

VOS RÉF. Mail du 26/04/2021
NOS RÉF. P2021-001919
INTERLOCUTEUR Delphine DEGRANGE ☎04 78 65 59 39
OBJET Avis GRTgaz sur analyse de compatibilité : Annexe 5
Projet de construction d'un bâtiment regroupant plusieurs commerces dont un
LIDL et un parking SILO - AV DU GOLF 73420 DRUMETTAZ-CLARAFOND

Lyon, le 29 avril 2021

Monsieur,

Nous accusons réception de votre analyse de compatibilité reçue par nos services en date du 26/04/2021 pour le projet d'ERP cité en objet.

Conformément à l'article R.555-31 du code de l'environnement, vous trouverez en pièce jointe le formulaire d'analyse complété par nos soins. Ce document devra être joint à la demande de permis de construire conformément à l'article R 431-16 du code de l'urbanisme.

Conformément à l'annexe 2 de l'arrêté du 5 mars 2014, un certificat de vérification de la mise en place des mesures particulières prévues dans l'analyse de compatibilité, fourni par GRTgaz, sera à joindre à la demande d'ouverture de l'ERP en projet.

Pour cela, une convention devra être établie entre les différents acteurs de ce dossier afin de convenir des modalités de mise en œuvre, de délai et de prise en charge de ces mesures.

Ainsi, vous pouvez dès à présent contacter Madame Florence BOUHALLA-BRISSAY (☎ 06 63 66 20 44) ou Monsieur Julien CORNESSE (☎ 04 78 65 59 38) qui seront vos interlocuteurs pour l'établissement de cette convention.

Nous restons à votre disposition pour tout complément que vous jugeriez utile et vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Florence BOUHALLA-BRISSAY
Ingénieur Etudes Appui à l'Exploitation



P.J. : votre analyse de compatibilité avec avis de GRTgaz

1- Analyse sommaire indépendamment des mesures particulières de protection sur la canalisation ou sur le bâti :

Pour chacun des 3 cas suivants, le projet est « compatible » sans condition complémentaire :

- a. ☒ Effectif de l'ERP < 100 personnes ou extension/modification de l'ERP sans augmentation du nombre de personnes dans la SUP n°1
- b. ☒ $D_{\text{mini}} > D_1$ majorant (SUP n° 1)
- c. ☒ $D_{\text{mini}} > D_3$ majorant et l'effectif maximal ERP < 300 personnes

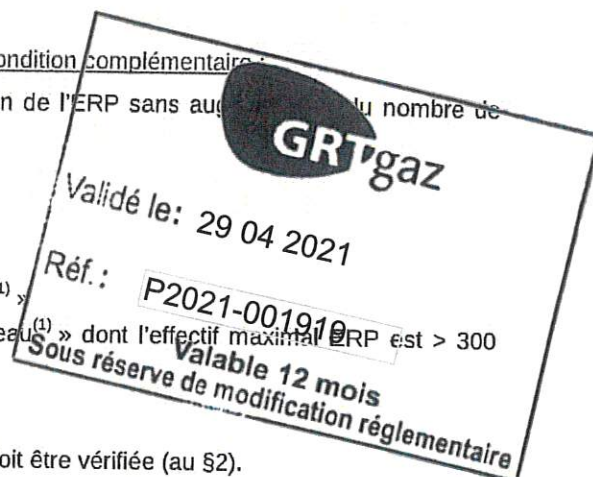
Dans les 2 cas suivants, le projet est « incompatible » :

- d. ☒ $D_{\text{mini}} < D_4$ réduit (SUP n° 3) et il s'agit d'un ERP/IGH « nouveau⁽¹⁾ »
- e. ☒ $D_{\text{mini}} < D_2$ réduit (SUP n° 2) et il s'agit d'un ERP/IGH « nouveau⁽¹⁾ » dont l'effectif maximal ERP est > 300 personnes.

Dans tous les autres cas :

- f. ☒ L'acceptabilité au regard de la matrice d'évaluation du risque doit être vérifiée (au §2).

⁽¹⁾ Dans le cas d'un projet d'« extension / modification » d'un ERP ou IGH existant, une solution de levée de l'incompatibilité mentionnée aux 1d et 1e peut être recherchée par le maître d'ouvrage par l'application successive des §2 et 3 ci-après, comme pour les autres cas prévus au §2f.



2- Application des §4 et 5 de l'annexe 4 de l'arrêté « multifluide » : acceptabilité au regard de la matrice d'évaluation du risque :

Dans les cas prévus au §1f, il est nécessaire de vérifier l'acceptabilité de la situation projetée au regard de la matrice d'évaluation du risque. On s'appuie pour cela sur les §4 et 5 de l'annexe 4 de l'arrêté « multifluide ».

Les matrices (tableaux 3 et 4 de l'annexe 4 de l'arrêté « multifluide ») sont appliquées pour les phénomènes dangereux majorant et réduit et pour chacune des 4 distances d'effets (PEL avec et sans mobilité, ELS avec et sans mobilité) :

- Dans un premier temps en tenant compte des mesures de protection de la canalisation en place à la date de l'analyse de compatibilité (tableau 3) ; *85 m de mesure physique en place*
- Puis, pour chaque cas d'inacceptabilité, en tenant compte des mesures particulières de protection de la canalisation à mettre en œuvre et qui permettent d'atteindre l'acceptabilité, identifiées par le maître d'ouvrage en relation avec le transporteur (tableau 4). Le résultat positif de l'application des matrices grâce aux mesures particulières de protection proposées est annexé à la présente analyse (cf. annexe 3), et résumé ci-après :
 - ☒ 1 ☒ Mesure de réduction du risque « travaux tiers » : *24 m de mesure physique en place*
 - ☐ 2 ☐ Mesure de réduction du risque « corrosion » :
 - ☐ 3 ☐ Mesure de réduction du risque « construction – défaut matériau » :

La ou les mesure(s) cochée(s) ci-dessus devra(ont) être mise(s) en place avant l'ouverture au public de l'ERP ou la première occupation de l'IGH

- a. ☒ Aucune mesure de protection de la canalisation ne permet d'atteindre l'acceptabilité au niveau des matrices : **le projet est INCOMPATIBLE**

L'acceptabilité a été prouvée en tenant compte des mesures de protection en place ou prévues et :

- b. ☒ $D_{\text{mini}} > D_3$ réduit pour un ERP < 300 personnes de type J, R, U ou tribune de stade
- c. ☒ $D_{\text{mini}} > D_1$ réduit pour un ERP > 300 personnes de type J, R, U ou tribune de stade, ou un IGH
- d. ☒ $D_{\text{mini}} > D_4$ réduit pour un ERP < 300 personnes autre que de type J, R, U ou tribune de stade
- e. ☒ $D_{\text{mini}} > D_2$ réduit pour un ERP > 300 personnes autre que de type J, R, U ou tribune de stade

Pour les cas 2b à 2e : **le projet est COMPATIBLE**

- f. ☒ Dans les autres cas, le projet est atteint par les effets du phénomène réduit : la compatibilité du projet est à déterminer selon le résultat du complément d'analyse au §3 ci-après.

3- ☐ Analyse complémentaire de renforcement des bâtis en cas d'incompatibilité résiduelle due à l'atteinte du projet par les effets du phénomène réduit

En complément des mesures particulières de protection de la canalisation déjà en place ou prévues au §2, le maître d'ouvrage doit prévoir des mesures particulières de protection des personnes accueillies dans les bâtiments de l'ERP ou IGH. Ces mesures sont décrites dans l'annexe 4 et sont déterminées conformément au guide méthodologique INERIS « Canalisations de transport - Guide de détermination des mesures de protection propres aux bâtiments », référencé « Version 1 – décembre 2013 ».

Dans le cas des extensions mentionné au (1) du §1, la distance d'effets qui détermine, selon le cas, la SUP n°2 ou la SUP n°3 au droit de l'ERP/IGH, est considérée circonscrite au bâti de l'ERP/IGH si les critères de compatibilité mentionnés dans le guide susmentionné sont respectés.

Nota : l'analyse complémentaire prévue au présent §3 et l'annexe 4 associée peuvent n'être ajoutées au dossier qu'après l'obtention de l'avis du transporteur prévu au §4. En outre, cette analyse complémentaire peut être effectuée par l'organisme habilité prévu au §5.

Signature du maître d'ouvrage ou de son représentant et nom du signataire (se rapportant aux parties 1, 2 et 3 de l'analyse de compatibilité) :

Date : 26.04.2021

Nom : Sci Drumimmo

Signature :

4- Avis du transporteur concerné sur l'analyse de compatibilité établie par le maître d'ouvrage d'ERP-IGH

L'avis du transporteur est fourni au maître d'ouvrage dans les 2 mois de la demande faite par ce dernier. A défaut de réponse dans ce délai, il est réputé défavorable.

a. ☒ avis favorable

b. ☐ avis défavorable motivé par l'annexe 5

Le motif de l'avis défavorable développé dans l'annexe 5 s'appuie sur l'un des arguments suivants :

- l'un ou plusieurs des résultats de l'analyse effectuée au §1 ou au §2 ci-dessus n'est pas conforme aux éléments de l'étude de dangers de la canalisation fournis par le transporteur au maître d'ouvrage ;
- le transporteur ne dispose pas des compétences pour apprécier la pertinence de l'analyse complémentaire effectuée au §3

En cas d'avis défavorable du transporteur, le maître d'ouvrage peut saisir un organisme habilité afin d'expertiser l'analyse de compatibilité, conformément au §5 ci-après.

Signature du transporteur ou de son représentant et nom du signataire (se rapportant à la partie 4 de l'analyse de compatibilité) :

Date : 29/04/2021

Nom :

Florence BOUHALLA-BRISAY
Ingénieur Etudes Appui à l'Exploitation

Signature :

5- Expertise de l'analyse de compatibilité par l'organisme habilité

Le résultat de l'expertise de l'analyse de compatibilité est fourni au maître d'ouvrage, motivé par le rapport d'expertise en annexe 6.

Signature de l'organisme habilité ou de son représentant et nom du signataire (se rapportant à la partie 5 de l'analyse de compatibilité) :

Date :

Nom :

Signature :

6- Avis du préfet

L'avis du préfet est fourni au maître d'ouvrage dans les 2 mois de la demande faite par ce dernier. A défaut de réponse dans ce délai, il est réputé défavorable. Cet avis est motivé par l'annexe 7 lorsqu'il est contraire aux conclusions de l'organisme habilité.

a. ☒ avis favorable

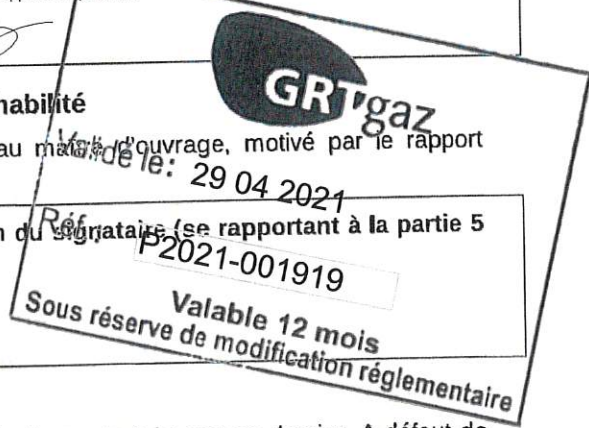
b. ☒ avis défavorable

Signature du préfet ou de son représentant et nom du signataire (se rapportant à la partie 6 de l'analyse de compatibilité) :

Date :

Nom :

Signature :



Annexes :

Annexe 1 : schéma des distances d'effets – correspondance des zones avec les différentes parties de l'analyse de compatibilité

Annexe 2 : formulaire de la demande des éléments de l'étude de dangers nécessaires à la réalisation de l'analyse de compatibilité (tel qu'adressé par le maître d'ouvrage au transporteur)

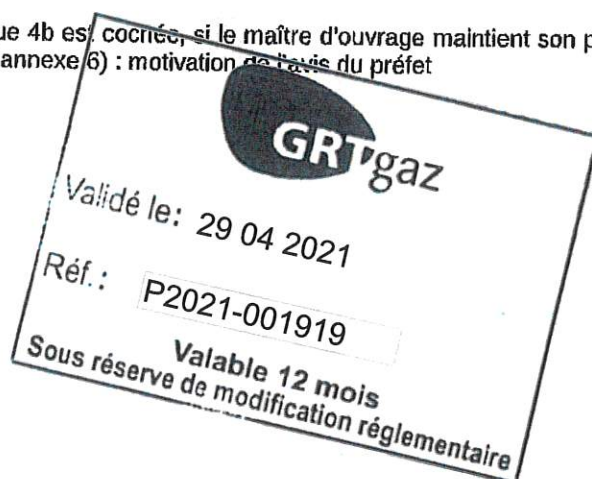
Annexe 3 : éléments utiles de l'étude de dangers nécessaires à la réalisation de l'analyse de compatibilité (tels que fournis par le transporteur au maître d'ouvrage)

Annexe 4 : (le cas échéant, si la rubrique 3 est cochée) : présentation des mesures particulières de protection des personnes accueillies dans l'ERP ou IGH

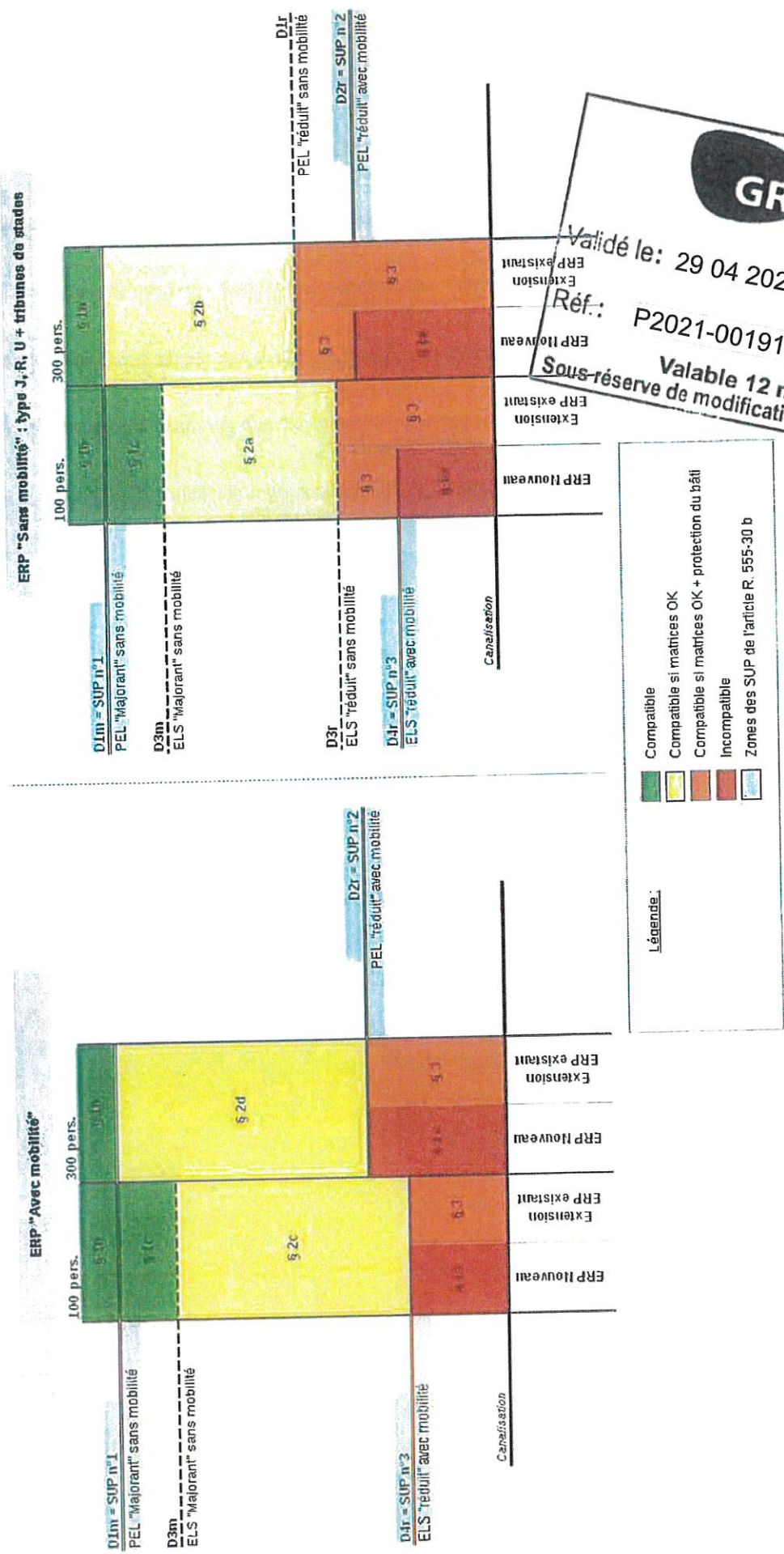
Annexe 5 : (le cas échéant, si la rubrique 4b est cochée) : présentation par le transporteur de l'argumentaire de son avis défavorable

Annexe 6 : (le cas échéant, si la rubrique 4b est cochée et si le maître d'ouvrage maintient son projet) : rapport d'expertise de l'analyse de compatibilité établi par un organisme habilité

Annexe 7 : (le cas échéant, si la rubrique 4b est cochée, si le maître d'ouvrage maintient son projet, et si l'avis du préfet est contraire aux conclusions de l'annexe 6) : motivation de l'avis du préfet



Annexe 1 : Schéma des distances d'effets – correspondance des zones avec les différentes parties de l'analyse de compatibilité



GRTgaz

Validé le: 29 04 2021

Réf.: P2021-001919

Valable 12 mois

Sous-réserve de modification réglementaire

**Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers
d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité
d'un projet d'établissement recevant du public (ERP)
ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation**

(Annexe 3 de l'arrêté du 5 mars 2014 - NOR : DEVP1306197A)

Délai de réponse

Le transporteur doit répondre au plus tard sous un mois calendaire à la présente demande dûment remplie et accompagnée des plans du projet, adressée par lettre recommandée avec accusé réception. Les coordonnées du transporteur peuvent être obtenues auprès de la mairie ou la DDT(M) concernées.

Coordonnées du demandeur*

Nom (ou dénomination) : SCI DRUMIMMO
 Complément d'adresse : _____
 N° : 168 Voie : avenue du Golf
 Lieu-dit / BP : _____
 Code postal : 733420 Commune : Drumettaz Clarafond
 Pays : _____
 N° SIRET (complet) : 183011671755100016
 Nom de la personne à contacter : M. WOLFF
 Tél. : 0609907615 Fax : _____
 Courriel : jwolff@o-top.net

Coordonnées du transporteur

Nom (ou dénomination) : _____
 Complément d'adresse : _____
 N° : _____ Voie : _____
 Lieu-dit / BP : _____
 Code postal : _____
 Pays : _____

GRTgaz

Validé le: 29 04 2021
 Réf.: P2021-001919
 Valable 12 mois
 Sous réserve de modification réglementaire

* Le demandeur est la personne physique ou morale qui prévoit de déposer la demande de permis de construire pour un projet d'ERP ou IGH

Nature du projet

Dénomination du projet : Construction d'un bâtiment regroupant des ERP de 5° catég

Cas d'un ERP	Cas d'un IGH
<input checked="" type="checkbox"/> ERP nouveau <input type="checkbox"/> Modification/Extension d'ERP Type de l'ERP neuf ou modifié : <u>M et bureaux U. Roux</u> Catégorie de l'ERP neuf ou modifié : <u>3° + 5°</u> Effectif maximal de l'ERP neuf ou modifié : <u>1043</u> personnes Type de l'ERP existant* : _____ Catégorie de l'ERP existant* : _____ Effectif maximal de l'ERP existant* : _____ personnes	<input type="checkbox"/> IGH nouveau <input type="checkbox"/> Modification/Extension d'IGH Classe de l'IGH neuf ou modifié : _____ Effectif maximal l'IGH neuf ou modifié : _____ personnes Classe de l'IGH existant* : _____ Effectif maximal l'IGH existant* : _____ personnes

* Le cas échéant, lorsque le projet concerne la modification (ou extension) d'un ERP ou IGH existant

Emplacement du projet


Commune : Drumettaz Clarafond
 Voie, zone ou quartier : Avenue du Golf
 Plans joints :
☒ Plan de masse de l'ERP ou IGH neuf ou modifié
☐ Plan de masse de l'ERP ou IGH existant (le cas échéant)
 Les plans sont établis à l'échelle appropriée (entre le 1/200^{ème} et le 1/2000^{ème} selon l'étendue du projet) ; ils comportent les coordonnées géoréférencées planimétriques (selon RGF93 en métropole ou WGS85 en outre-mer) des sommets des polygones formés par l'emprise au sol de chacun des bâtiments de l'ERP ou IGH ; les éventuels bâtiments techniques n'accueillant ni public, ni personnel permanent, ni résidents sont distingués des autres ; les voiries internes, zones de stationnement et clôtures sont dûment représentées.

Calendrier prévisionnel du projet

Date prévisionnelle de début de construction : 01 / 12 / 2021
 Date prévisionnelle d'ouverture au public de l'ERP ou de première occupation de l'IGH (neuf ou modifié) : 01 / 12 / 2022

Signature du demandeur et nom du signataire

Date : 15 03 / 2021
 Nom : WOLFF
 Nombre de pièces jointes, y compris les plans : 6

Signature : 

NOTICE DESCRIPTIVE DE SECURITE

ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

Décret n° 73.1007 du 31 OCTOBRE 1973 codifié aux Articles R. 123-1 à R. 123-55 du Code de la Construction et de l'Habitation et l'Arrêté Ministériel du 25 juin 1980 et aux Arrêtés complémentaires fixant les dispositions particulières en fonction du type d'établissement.

1) DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET :

La présente notice concerne la création d'un bâtiment Commercial situé Avenue du Golf à DRUMETTAZ.

Le projet prévoit :

- Un bâtiment R+2 incluant :
 - o RDC : 5 lots commerciaux
 - o R+1 : 1 local commercial LIDL
 - o R+2 : 3 lots activité bureaux, professions libérales médicales, formations...
- Un parking couvert de 42 places.
- Deux parkings à l'air libre de 47 et 69 places
- Une coursive couverte entre le bâtiment et le parking couvert permettant le passage des camions pour les livraisons des commerces.

Nota : la présente notice ne vise pas l'aménagement intérieur des locaux.

Celui-ci devra, pour chaque exploitation s'installant dans le bâtiment, faire l'objet d'un dossier d'autorisation de travaux à déposer en mairie par l'exploitant concerné.

- COMMUNE : DRUMETTAZ
- RAISON SOCIALE : SCI DRUM'IMMO
- MAITRE D'OUVRAGE : M. WOLFF
- MAITRE D'ŒUVRE : M. GRATIER (Architecte)
- CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT :
 - ERP M, R, U et W 5ème catégorie
 - ERP de 3^{ème} catégorie type M
 - PS



2) DETERMINATION DE L'EFFECTIF

Le projet a pour vocation d'héberger différents types d'utilisateurs, plus particulièrement :

RDC :

- locaux commerciaux (relevant du type M et W)

R+1 :

- local commercial Magasin LIDL (relevant du type M)

R+2 :

- locaux de formation (relevant du type R)
- locaux de professions libérales médicales (relevant du type U)
- locaux administratifs de type bureaux, banques, professions libérales non médicales (relevant du type W)

Nota 1 : si d'autres usages relevant d'un autre type que le type R, U, W ou M devaient être proposés, cela serait mentionné dans le dossier d'autorisation de travaux de l'exploitation évoqué ci-dessus

Nota 2 : il n'est pas prévu de groupement d'Etablissement Recevant du Public

Niveaux	Type d'activité exercées	Pour une activité donnée		Effectif du public	Effectif du personnel	Classement
		Surface publique	Mode de calcul	Par niveau	Par niveau	
RDC - Commerce A	M	376,5	1pers/3m ²	126	A définir	Type W - 5e catégorie
RDC - Commerce B	M	322	1pers/3m ²	107	A définir	Type M - 5e catégorie
RDC - Commerce C	M	354,5	1pers/3m ²	118	A définir	Type M - 5e catégorie
RDC - Commerce D	M	301,5	1pers/3m ²	101	A définir	Type M - 5e catégorie
RDC - Commerce E	W	185,8	Déclaration	10	A définir	Type M - 5e catégorie
R+1 - LIDL	M	1400	1pers/3m ²	467	A définir	Type M - 3e catégorie
R+2 - 3 bureaux	W, R, U	A définir lors de l'aménagement des lots		<100		ERP 5e catégorie
Parking couvert	PS	1118	place	42 places		Type PS
Parking à l'air libre				47 places		
Parking à l'air libre				69 places		
Coursives						

ERP 5^{ème} catégorie, il ne dépassera pas, en effectifs cumulés, les valeurs suivantes de façon à conserver un classement en ERP de 5^{ème} catégorie :

- 200 p. au total
- 100 p. sur le cumul des étages

3) STABILITE AU FEU DES ELEMENTS PORTEURS OU AUTO-PORTEURS :

Bâtiment plancher bas du niveau le plus haut situé à plus de 8 mètres du sol.

Structures (parking et bâtiment)

- **résistance au feu** : structure SF 1 h avec planchers CF 1 h

Isolement par rapport au tiers (PE6)

- tiers contigus/ tiers:

- Parking couvert par rapport à la coursive
Parois CF 2heures + sas CF 2heures avec bloc portes CF 1heure + ferme porte

- Bâtiment RDC par rapport à la coursive et escalier bureau (ERP 5ème catégorie)
Parois coupe feu 2heures.
Communication entre réserves commerces RDC, bloc porte CF1heure + ferme porte
Communication escalier accès étage : sas CF 3heures avec bloc portes CF 1heure + ferme porte.
 - Bâtiment RDC : Isolement entres commerces 5ème catégorie
Parois coupe-feu 2heures.
 - Bâtiment R+1 : ras
 - Bâtiment R+2 :
Les lots situés dans ces niveaux seront classés en ERP de 5ème catégorie : parois entre lots prévu coupe-feu 2 h.
- tiers superposés :
- Parking couvert + coursive
Dalle haute (couverture) CF2h
 - Bâtiment
Entre ERP RDC et R+1 : dalle CF 1heure
Entre R+1 et R+2 : ERP 4ème catégorie, classé à risque particulier.
Isolement vis-à-vis des tiers coupe-feu 3heures
- tiers en vis-à-vis : pas de tiers à moins de 5 m de distance



4) DISTRIBUTION INTERIEUR :

- Escaliers : les escaliers du bâtiment seront isolés avec cloison CF 1heure et bloc porte CF1/2heure avec Ferme porte.
Isolement coupe feu 2heures au RDC pour l'escalier principal.

5) DESSERTE

Accès facile des services de secours par voirie publique (Avenue du Golf).

Le parking constitue une voie-échelles permettant la mise en station de l'échelle aérienne pour accéder aux ouvrants des locaux du bâtiment.

6) LOCAUX A RISQUES PARTICULIERS.

Locaux à risques importants :

Concerne le magasin LIDL au R+1

- Local réserve et presse à carton
- Isolement parois coupe-feu 2heures + blocs portes coupe-feu 1heure avec ferme porte.
Les portes donnant directement sur les locaux accessibles au public seront asservies à des détecteurs autonomes déclencheurs.

Locaux à risques moyens :

Concerne :

- Réserve des commerces A, B, C, D :
- Parois CF 1 h avec bloc-porte CF 1/2 h muni d'un ferme-porte

Nota : les éventuels autres locaux à risques particuliers créés lors de l'aménagement intérieur des locaux seront traités dans le cadre des dossiers d'autorisation de travaux correspondants

7) DEGAGEMENTS.

Parking couvert : 2 portes de 1 UP donnant sur l'extérieur + 1 porte de 2 UP (sans accès escalier évacuation au R+1)).

Coursive : 1 portes de 1UP donnant sur l'extérieur.

Bâtiment RDC :

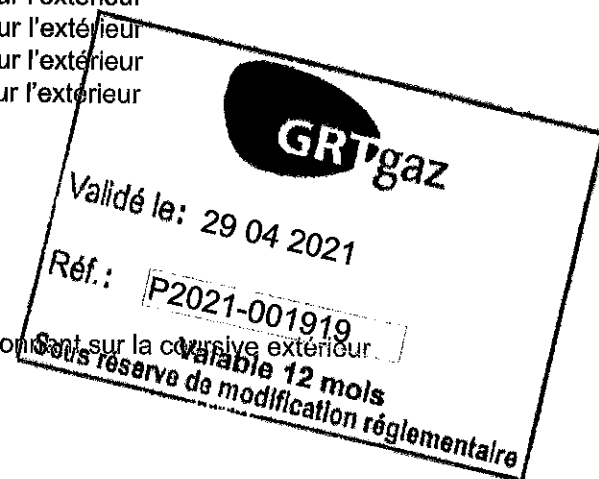
- Commerce A : 2 portes de 2 UP chacune donnant sur l'extérieur
- Commerce B : 2 portes de 2 UP chacune donnant sur l'extérieur
- Commerce C : 2 portes de 2 UP chacune donnant sur l'extérieur
- Commerce D : 2 portes de 2 UP chacune donnant sur l'extérieur
- Commerce E : 2 portes de 2 UP chacune donnant sur l'extérieur

R+1 : LIDL

- 4 dégagement totalisant 11 UP
- + 4 dégagement totalisant 3 UP pour le personnel

R+2 :

- pour chaque bureau, 2 dégagement totalisant 3UP donnant sur la coursive extérieure
- 1 escalier de 3UP donnant sur le parking.



8) CONDUITS ET GAINES

Conduits et gaines permettant de respecter le CF de traversée 1heure ou 3 heures.

9) AMÉNAGEMENTS

Aménagements réalisés dans les parties communes respectant les prescriptions des articles AM1 à AM19, notamment :

- revêtements muraux : au plus M2
- revêtements de plafonds : au plus M1
- revêtements de sol : au plus M4

nota : les aménagements intérieurs des locaux d'activités eux-mêmes seront traités dans le cadre des dossiers d'autorisation de travaux correspondants

10) VENTILATION / DESENFUMAGE :

Parking couvert ;

Le parking couvert sera désenfumage naturellement conformément aux dispositions de l'art PS18§2 : 12dm³/véhicule – 42 places soit 504dm³ mini.

L'arrivée d'air frais et l'extraction seront placées dans les deux façades opposées.

Commerces A, B, C, D, et E : S >300m²

Ces commerces seront désenfumés mécaniquement conformément à l'IT246.

Débit 3m³/s pour 100m²

Commerce A, surface 376.50m² soit 11.30 m³/s

Commerce B, surface 322m² soit 9.66 m³/s

Commerce C, surface 354.50m² soit 10.64 m³/s

Commerce D, surface 301.50m² soit 9.05m³/s

Commerce E : surface <300m² : aucune exigence (pas de locaux de plus de 300 m² ou borgnes de plus de 100 m²)

Nota : tout point d'un canton ... ne sera pas séparé d'une bouche d'extraction par une distance horizontale supérieure à quatre fois la hauteur moyenne sous plafond. La surface au sol desservie par une bouche ne doit pas avoir une forme allongée, le rapport entre longueur et largeur de cette surface ne devant pas dépasser 2.

Local R+1 - LIDL :

Ce commerce sera désenfumé naturellement conformément à l'IT246.
Surface 1400m²

Locaux R+2 : surface <300m² : aucune exigence (pas de locaux de plus de 300 m² ou borgnes de plus de 100 m²)

11) INSTALLATIONS DE CUISSON (PE15 A PE19)

Sans objet.

12) CHAUFFAGE - VENTILATION - CONDITIONNEMENT D'AIR

Les installations concernées sont prévues conformes aux prescriptions du Règlement de Sécurité.

- chauffage climatisation : CTA
- ventilation des locaux : CTA
- VMC : pour les sanitaires

13) GAZ COMBUSTIBLES - HYDROCARBURES LIQUÉFIÉS

Sans objet.

14) INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES ET ÉCLAIRAGE

Installations concernées conformes aux prescriptions du Règlement de Sécurité.
Éclairage de sécurité d'évacuation par blocs autonomes.

15) ASCENSEURS

Ascenseur électrique (avec machinerie embarquée) conforme à la réglementation en vigueur.
Parois de la gaine en béton au moins CF 1 h, portes palières PF ½ h.

16) MOYENS DE SECOURS**Moyens d'extinction**

Extincteurs prévus :

- extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres minimum à raison d'un appareil pour 200 m² et par niveau
- extincteurs appropriés aux risques particuliers (tableaux électriques)

Local R+1 classé 3eme catégorie :

Il est prévu également des robinets d'incendie armés de DN 19/6 ou 25/8.

Leur nombre et leurs emplacements seront déterminés de façon que toute la surface des locaux puisse être efficacement atteinte par deux jets de lance.

- parking : extincteurs portatifs de 6 kilogrammes ou 6 litres appropriés aux risques au droit de chaque issue ; »
- parking : 100 litres d'absorbant incombustible en libre accès au niveau.

Alarme Incendie

Parking :

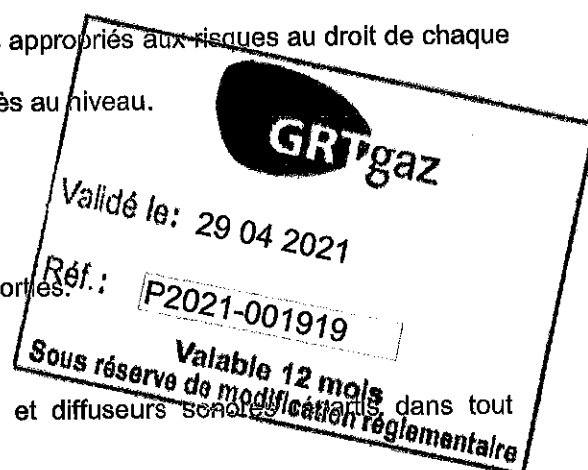
Équipement d'alarme de type 3.

Les déclencheurs manuels sont disposés à proximité des sorties.

Commerces A, B, C, D et E et locaux eu R+2 :

Équipement d'alarme de type 4.

Les déclencheurs manuels près des issues extérieures et diffuseurs sonores à l'établissement.



Bâtiment R+1 – LIDL classé 3eme catégorie :

Équipement d'alarme de type 3 avec déclencheurs manuels près des issues extérieures et des escaliers en étage et diffuseurs sonores répartis dans tout l'établissement.

Application de l'art. GN8 : mise en place d'un flash lumineux dans les sanitaires communs de tous les niveaux (personnes isolées pouvant s'y trouver)

Alerte

Liaison avec les services de secours et de lutte contre l'incendie par ligne téléphonique urbaine des exploitations elles-mêmes.

Plans - Consignes

Plans d'intervention et consignes affichés à l'entrée de l'établissement.

14/ CONSULTATION PREALABLE DES SERVICES DE SECURITE :

Sans Objet

15/ BUREAU DE CONTROLE

APAVE – M. Sébastien DODE

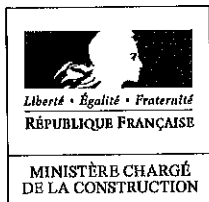
Fait à

Le Maitre d'œuvre



Le Maitre d'ouvrage

***NOTA :** Cette notice descriptive de sécurité n'est pas exhaustive, tous renseignements complémentaires doivent être fournis dans le cas de projet particulier.*



Demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public (ERP)

cerfa
N° 13824*04

Cette demande fait suite à un agenda d'accessibilité

programmée (Ad'AP) approuvé : Oui ☐ Non ☐

Articles L. 111-8 et D. 111-19-34 du code de la construction et de l'habitation

- | | |
|--------------|---|
| Cadres 1 à 3 | informations nécessaires à l'instruction de l'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public |
| Cadre 4 | informations nécessaires à la vérification de la conformité aux règles de sécurité et d'accessibilité en application de l'article R. 111-19-17, R. 123-22 du code de la construction et de l'habitation |
| Cadre 5 | Informations nécessaires à l'instruction des dérogations ou modalités particulières d'application des règles de sécurité ou d'accessibilité |
| Cadre 6 | engagement du demandeur |

Vous pouvez utiliser ce formulaire si :

- vous souhaitez construire, aménager ou modifier un établissement recevant de public
- vous souhaitez réaliser les travaux de mise en accessibilité d'un établissement recevant du public dans le cadre d'un agenda d'accessibilité programmée
- Les travaux projetés ne sont pas soumis ni à un permis de construire ni à un permis d'aménager

Cette demande vous permet d'accomplir les formalités nécessaires

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

N° de l'autorisation

[illegible]

Le cas échéant, n° de la déclaration préalable¹ effectuée au titre du code de l'urbanisme :

[illegible]

Date de dépôt en mairie : / /

1 - Identité du demandeur. Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le titulaire de la future autorisation

Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs coordonnées sur papier libre ⁽¹⁾

Vous êtes un particulier

Madame ☐ **Monsieur** ☐

Nom : _____ Prénom : _____ Date de naissance : ____/____/____

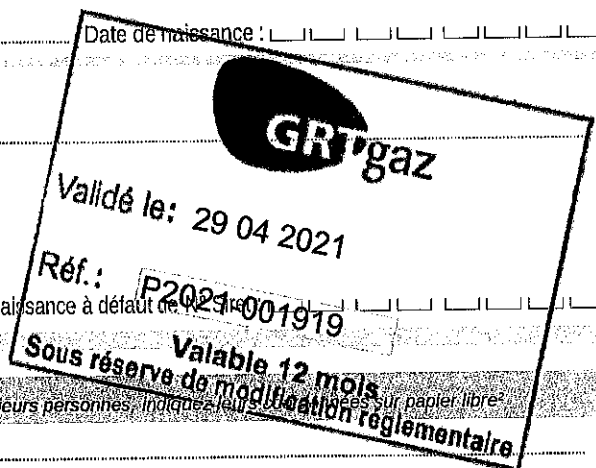
Vous êtes une personne morale

Raison sociale et dénomination : **SCI DRUM'IMMO**

N° Siret : 8 3 0 1 6 7 7 5 5 0 0 0 1 6

Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsieur ☒

Nom : WOLFF Prénom : JACQUES Date de naissance à défaut de : 02/01/1910



2 - Coordonnées des ou du demandeur(s) Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs coordonnées sur papier libre

Adresse Numéro : 168 Voie : AV DU GOLF

Lieu-dit : _____ Localité : **DRUMETTAZ-CLARAFOND**

Code postal 7 3 4 2 0 BP [] [] [] cedex [] []

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : **Division territoriale :**

[illegible]

Indicatif si pays étranger : Courriel : @

1. Votre projet peut également être soumis au respect de la réglementation de l'urbanisme et nécessiter l'obtention d'une déclaration préalable notamment s'il entraîne un changement de destination du bâtiment, modifie des structures porteuses ou le volume d'une construction existante. Si une déclaration préalable est nécessaire, elle sera instruite en parallèle de la présente autorisation.

2. Les décisions prises par l'administration seront notifiées au demandeur indiqué ci-dessus. Une copie des décisions concernant les autorisations de travaux sera adressée aux autres demandeurs, lesquels seront co-titulaires de l'autorisation.

3 - Auteur du projet ou maître d'œuvre

Madame ☐ Monsieur ☒ Personne morale ☐

Nom : GRATIER Prénom : NICOLAS

Et/ou :

Raison sociale et dénomination de la personne morale, le cas échéant : Nicolas Gratier Architecte,

N° Siret : 8 0 7 6 0 5 6 0 5 0 0 0 2 9

Adresse Numéro : 774C Voie : ROUTE DES MARCHES

Lieu-dit : Localité : FRANCIN

Code postal 7 3 8 0 0 BP cedex

Si le maître d'œuvre habite à l'étranger/ Pays : Pays : Division territoriale :

Téléphone fixe : Téléphone portable : 0 6 8 1 5 9 6 0 8 4

Indicatif si pays étranger : Courriel : nicolas @ nq-architecte-savoie.com

☒ Je souhaite que les courriers de l'administration (autres que les décisions) lui soient adressés

4 - Le projet

4.1 - Adresse du terrain

Nom de l'établissement : BATIMENT COMMERCES + BUREAUX - PLUSIEURS ENSEIGNES

Numéro : 168 Voie : AV DU GOLF

Lieu-dit : Localité : DRUMETTAZ-CLARAFO

Code postal 7 3 4 2 0 BP cedex

N° de section(s) cadastrale(s) : N° de parcelle(s) :

4.2 - Activité

AVANT TRAVAUX, le cas échéant :

Activité principale exercée dans l'établissement (par étage(s)) : terrain

APRÈS TRAVAUX : Valable 12 mois
Sous réserve de modification réglementaire
Activité principale exercée dans l'établissement :
Bâtiment accueillant divers usages

Activité(s) annexe(s) ou secondaire(s) (par étage(s)) :

Activité(s) annexe(s) (par étage(s)) :

Classement sécurité incendie de l'ERP :

(Catégorie et type d'exploitation en application de l'article R. 123-19 du code de la construction et de l'habitation)

ras

Proposition de classement sécurité incendie de l'ERP :

(Catégorie et type d'exploitation en application de l'article R. 123-19 du code de la construction et de l'habitation)

ERP M, R, U et W 5ème catégorie

ERP de 3ème catégorie type M

PS

Identité de l'exploitant (s'il est connu au moment du projet) :

SCI DRUMIMMO

Identité de l'exploitant (s'il est connu au moment du projet) :

SCI DRUMIMMO

Veuillez compléter sur papier libre, si nécessaire.

4.3 - Nature des travaux (plusieurs cases possibles)

- ☒ Construction neuve
- ☐ Travaux de mise en conformité totale aux règles d'accessibilité
- ☐ Extension
- ☐ Réhabilitation
- ☐ Travaux d'aménagement (remplacement de revêtements, rénovation électrique, création d'une rampe, par exemple)
- ☐ Création de volumes nouveaux dans des volumes existants (modification du cloisonnement, par exemple)

Surface de plancher avant travaux : Surface de plancher après travaux :

- ☐ Modification des accès en façades

Le cas échéant, préciser si ces travaux mettent en œuvre des engagements d'un Ad'AP déposé antérieurement :

- ☐ Oui : Ad'AP n° validé le :
- ☐ Non

Cette demande fait l'objet d'une déclaration ou autorisation au titre du code de l'environnement (produits dangereux stockés ou utilisés) : Oui ☐ Non ☐

4.4 - Effectif

Effectif maximum susceptible d'être admis même temporairement par niveau (suivant le calcul réglementaire défini par le règlement incendie) en indiquant les principaux locaux accessibles au public

	Types de locaux (activité/prestation)	Public	Personnel	TOTAL
Sous-sol				
Rez-de-chaussée	Divers locaux isolés	462	à définir	
1 ^{er} étage	LIDL	467	à définir	
2 ^e étage	divers bureaux, prof. libérales	<100	à définir	
3 ^e étage				
Effectif cumulé				

Veuillez joindre une note annexe si le projet le nécessite (nombre d'étages supérieur à 3, présence d'une mezzanine, etc)

4.5 - Stationnement

Stationnement couvert ☒ Parcs de stationnement intégrés ☒ ou isolés ☐

Si parc existant, préciser son année de permis de construire (PC) initial :

	Avant réalisation du projet	Après réalisation du projet
Nombre de places de stationnement		158
Dont nombre de places réservées aux personnes handicapées		7

5 - Dérogations et/ou adaptations mineures**5.1 - Dérogations**

Ce projet comporte une demande de dérogation :

- ☐ Au titre de la sécurité incendie (Article R.123-13 du CCH) : Nombre de dérogations demandées : sans objet

Chaque demande doit faire l'objet d'une fiche détaillée rédigée sur papier libre indiquant notamment les règles auxquelles il est demandé de déroger (référence article et libellé), les éléments du projet auxquels elles s'appliquent (localisation sur les plans) et leur justification (motivation et mesures compensatoires proposées)

- ☐ Au titre de l'accessibilité (Article R. 111-19-10 du CCH) : Nombre de dérogations demandées : sans objet

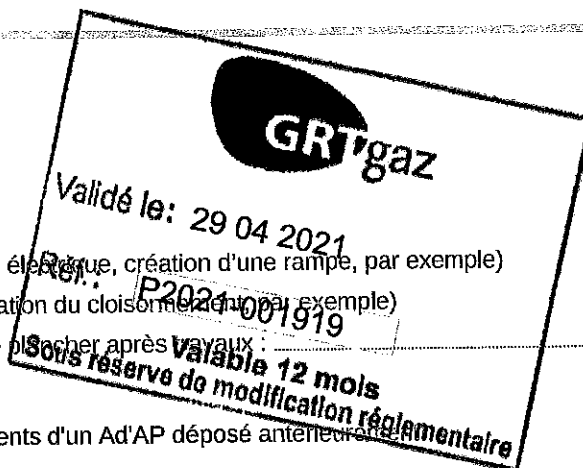
Chaque demande doit faire l'objet d'une fiche détaillée rédigée sur papier libre indiquant notamment les règles auxquelles il est demandé de déroger (référence article et libellé), les éléments du projet auxquels elles s'appliquent (localisation sur les plans) et leur justification (motivation et mesures de substitution proposées pour les ERP exerçant une mission de service public)

5.2 - Modalités particulières d'application

- ☐ Le projet présente des contraintes liées à la structure du bâtiment qui justifient des modalités d'application particulières telles que définies par l'arrêté prévu à l'article R. 111-19-7 IV du Code de la construction et de l'habitation

(veuillez expliciter les adaptations prévues et les contraintes structurelles dont elles découlent)

Veuillez joindre une note annexe si le projet le nécessite



6 - Engagement du ou des demandeur(s)

J'atteste avoir qualité pour demander cette autorisation :

Je (nous) soussigné(és), auteur(s) de la demande, certifie(ions) exacts les renseignements qui y sont contenus.

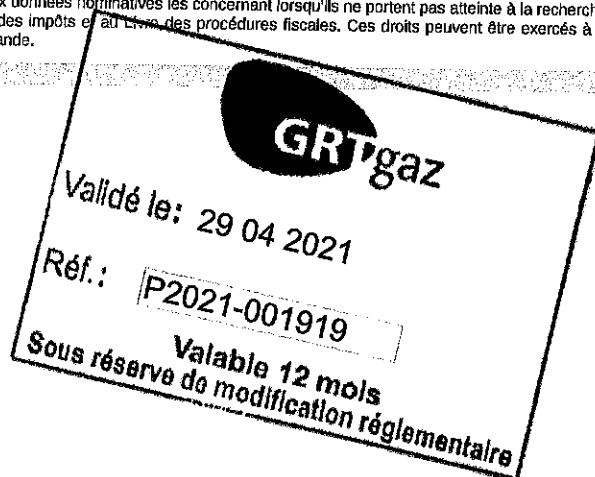
J'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le chapitre premier du titre premier et par les chapitres II et III du titre II du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment celles concernant l'accessibilité et la sécurité incendie et m'engage à respecter les règles du code de la construction et de l'habitation relatives à la solidité et à la sécurité des personnes.

à DRUMETTAZ-CLARAFOND

Le : 11/03/2021

Signature du (des) demandeur(s)

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐
 Si vous êtes un particulier : La loi n° 78 -17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant lorsqu'ils ne portent pas atteinte à la recherche d'infractions fiscales et la possibilité de rectification sous réserve des procédures prévues au code général des impôts et au Code des procédures fiscales. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.





Bordereau de dépôt des pièces jointes à une demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public

Veuillez cocher les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande et reporter le numéro correspondant sur la pièce jointe.

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que la commission de sécurité et/ou d'accessibilité pourra lui demander des pièces complémentaires si la compréhension du projet le nécessite.

Pièces	Numéro de la pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input checked="" type="checkbox"/> Imprimé de demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public	1	4
<input checked="" type="checkbox"/> Plan de situation	2	3

1 - Dossier destiné à la vérification de la conformité aux règles de sécurité incendie (Art. R. 123-22 du code de la construction et de l'habitation)

Pièces	Numéro de la pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input checked="" type="checkbox"/> Une notice récapitulant les dispositions prises pour satisfaire aux mesures prévues par le règlement de sécurité et notamment : • les matériaux utilisés pour le gros œuvre, la décoration et les aménagements intérieurs • la ou les solutions retenues pour l'évacuation des personnes de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap	3	3
<input checked="" type="checkbox"/> Un plan de situation, des plans de masse et de façades des constructions projetées faisant ressortir : • les conditions d'accessibilité des engins de secours • les largeurs des voies et les emplacements des baies d'intervention pompiers • la présence de tout bâtiment ou local occupé par des tiers	4	3
<input checked="" type="checkbox"/> Des plans de coupe et des plans de niveaux, ainsi qu'éventuellement ceux des planchers intermédiaires aménagés dans la hauteur comprise entre deux niveaux ou entre le dernier plancher et la toiture du bâtiment, faisant apparaître notamment : • les largeurs des passages affectés à la circulation du public tels que les dégagements, escaliers, sorties • la ou les solutions retenues pour l'évacuation des personnes de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap • les caractéristiques des éventuels espaces d'attente sécurisés	5	3
<input type="checkbox"/> La ou les demande(s) de dérogation(s) éventuelle(s), la ou les fiche(s) explicative(s) et tous les documents utiles à leur justification	6	3

N. B : les documents de détail intéressant les installations techniques doivent pouvoir être fournis par le constructeur ou l'exploitant avant le début des travaux portant sur ces installations ; ils sont alors communiqués à la commission de sécurité

2 - Dossier destiné à la vérification de la conformité aux règles d'accessibilité (Arrêté du 8 décembre 2014 ETL1413935A et arrêté du 20 avril 2017 LHAL1704269A) (PC39 ou PA 50)

Pièces	Numéro de la pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input checked="" type="checkbox"/> Plan côté dans les trois dimensions (longueur, largeur, hauteur), à une échelle adaptée, précisant : • les cheminements extérieurs (fonctions, largeurs, pentes, dévers, éclairage, solutions techniques pour assurer le guidage, le repérage, ...) • les raccordements (voirie/parties extérieures de l'établissement ; parties extérieures/parties intérieures du ou des bâtiments constituant l'établissement) • les circuits destinés aux piétons et aux véhicules (liaison accès au terrain/voie interne/places de stationnement adaptées/circulations piétonnes/entrée de l'établissement) • les espaces de manœuvre, de retournement et de repos extérieurs • les pentes des plans inclinés et les dévers de cheminement	7	3

<input checked="" type="checkbox"/> Plan côté dans les trois dimensions (longueur, largeur, hauteur), à une échelle adaptée, pour chaque niveau et pour chaque bâtiment précisant : <ul style="list-style-type: none"> • Les circulations intérieures horizontales et verticales (fonctions, largeurs, pentes, dévers ...) • Les aires de stationnement • Les locaux sanitaires destinés au public • Le sens d'ouverture des portes et leur espace de débattement • Les espaces d'usage, de manœuvre, de retournement et de repos intérieurs • L'emplacement des appareils sanitaires et leurs accessoires obligatoires • Les places de stationnements adaptées et réservées aux personnes handicapées et la mention du taux de ces places • Cas particuliers des ERP de 5^{ème} catégorie situés dans un cadre bâti existant et des IOP existantes : Délimitation de la partie de bâtiment accessible aux personnes handicapées et indications permettant de s'assurer que les prestations sont accessibles dans cette partie. 	8	3
<input type="checkbox"/> Plans avant travaux s'il s'agit d'un bâtiment existant	9	3
<input checked="" type="checkbox"/> Notice descriptive présentant les points suivants pour expliquer comment le projet prend en compte l'accessibilité (Art. R. 111-19-19 CCH) : <ul style="list-style-type: none"> • Dimensions des locaux ouverts aux usagers de l'établissement • Caractéristiques fonctionnelles et dimensionnelles des équipements techniques et des dispositifs de commande utilisables par le public • Nature et couleur des matériaux et revêtements de sols, murs et plafonds • Traitement acoustique des espaces • Dispositif d'éclairage des parties communes et, le cas échéant, niveaux d'éclairage et moyens éventuels d'extinction progressive des luminaires <p>S'il s'agit d'un établissement ou d'une installation recevant du public assis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Emplacements accessibles aux personnes en fauteuil roulant : nombre, taux par rapport au nombre total de places assises, localisation, cheminements permettant d'y accéder depuis l'entrée de l'établissement • Dans le cas d'un établissement recevant du public assis de plus de 1 000 places, l'arrêté municipal fixant le nombre d'emplacements accessibles <p>S'il s'agit d'un établissement disposant de locaux d'hébergement destinés au public</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre et caractéristiques des chambres, salles d'eau et cabinets d'aisance accessibles aux personnes handicapées : taux de ces chambres et locaux par rapport au nombre total de chambres, localisation, répartition par catégorie, le cas échéant <p>S'il s'agit d'un établissement ou d'une installation comportant des cabines d'essayage, d'habillage ou de déshabillage ou des douches :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre et caractéristiques des cabines et douches accessibles aux personnes handicapées <p>S'il s'agit d'un établissement ou d'une installation comportant des caisses de paiement disposées en batterie</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de caisses aménagées pour être accessibles aux personnes handicapées et leur localisation 	10	3
<input type="checkbox"/> Dans le cas d'un parking de plus de 500 places, couvert ou non, dépendant d'un établissement recevant du public ou d'une installation ouverte au public : Arrêté municipal prévu à l'article 3 de l'arrêté du 1 ^{er} août 2006 (NOR : SOCU0611478A) fixant le nombre de places de stationnement automobile adaptées et réservées	11	3
<input type="checkbox"/> La ou les demande(s) de dérogation(s) éventuelle(s), la ou les fiche(s) explicative(s) et tous les documents utiles à leur justification	12	3





Récépissé de dépôt d'une demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public (ERP)

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public.

Le délai d'instruction de votre dossier est de QUATRE MOIS.

Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier.

Dans ce cas, le délai d'instruction de quatre mois ne commencera à courir qu'à partir de la date de réception de la dernière pièce manquante (R. 111-19-22 et R. 111-19-36 du code de la construction et de l'habitation).

Si toutes les pièces manquantes n'ont pas été fournies dans le délai que l'administration vous aura accordé, votre demande sera automatiquement rejetée.

I. Décision sur la demande d'autorisation de construire, modifier ou aménager un établissement recevant du public

Votre dossier est complet et ne comporte pas de demande de dérogation aux règles de sécurité incendie ou aux règles d'accessibilité :

La décision relative à votre demande sera prise dans le délai de quatre mois. À défaut de décision expresse dans ce délai, l'autorisation de travaux est considérée comme accordée.

Votre dossier est complet et comporte une demande de dérogation aux règles de sécurité incendie :

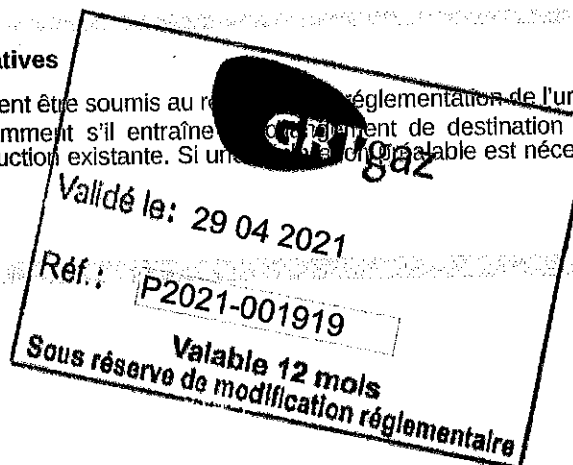
- 1) la demande de dérogation est accordée par arrêté de l'autorité compétente (articles R. 123-13 et R. 111-19-23 du code de la construction et de l'habitation). La décision relative à votre demande d'autorisation est prise dans le délai de quatre mois ou à défaut de décision expresse dans ce délai, l'autorisation de travaux est considérée comme accordée.
- 2) la demande de dérogation est refusée par arrêté de l'autorité compétente (articles R. 123-13 et R. 111-19-23 du code de la construction et de l'habitation) ou, en l'absence de réponse, elle est considérée comme un refus de dérogation. Dans un délai de quatre mois, votre demande est refusée par arrêté ou, en l'absence d'arrêté de refus, la décision est considérée comme un refus d'autorisation tacite.

Votre dossier est complet et comporte une demande de dérogation aux règles d'accessibilité :

- 1) la demande de dérogation est accordée par arrêté du préfet (article R. 111-19-23 du code de la construction et de l'habitation), ou, en l'absence de réponse, pour les demandes de dérogation portant sur un établissement de 3^e, 4^e ou 5^e catégorie, elle est considérée comme une décision implicite d'acceptation. La décision relative à votre demande d'autorisation est prise dans le délai de quatre mois ou à défaut de décision expresse dans ce délai, l'autorisation de travaux est considérée comme accordée.
- 2) la demande de dérogation est refusée par arrêté du préfet (article R. 111-19-23 du code de la construction et de l'habitation) ou, en l'absence de réponse, pour les demandes de dérogation portant sur un établissement de 1^{re} ou 2^e catégorie, elle est considérée comme un refus de dérogation tacite. Dans un délai de quatre mois, votre demande d'autorisation de travaux est refusée par arrêté ou, à défaut de décision expresse dans ce délai, la décision est considérée comme un refus d'autorisation.

II. Autres procédures administratives

Par ailleurs, votre projet peut également être soumis au régime de réglementation de l'urbanisme et nécessiter l'obtention d'une déclaration préalable, notamment s'il entraîne un changement de destination du bâtiment, modifie des structures porteuses ou le volume d'une construction existante. Si une déclaration préalable est nécessaire, elle sera instruite en parallèle de la présente autorisation.



(À remplir par la Mairie)

N° de l'autorisation AT Le cas échéant n° de la demande effectuée au titre du code de l'urbanisme (décrit dans le code de l'urbanisme aux articles A423-1 et suivants) : Identité et adresse du demandeur : Date de dépôt de la demande :

Le projet est autorisé à défaut de réponse dans le délai de quatre mois sous réserve des dispositions exposées ci-dessus

Cachet de la mairie, date et signature :

Délais et voies de recours : le délai de recours devant le tribunal administratif compétent est de deux mois à compter de la décision autorisant ou refusant l'autorisation ou, en cas de décision tacite, à compter de la date à laquelle la décision aurait dû être notifiée (dès lors que le dossier avait été complété). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr/>



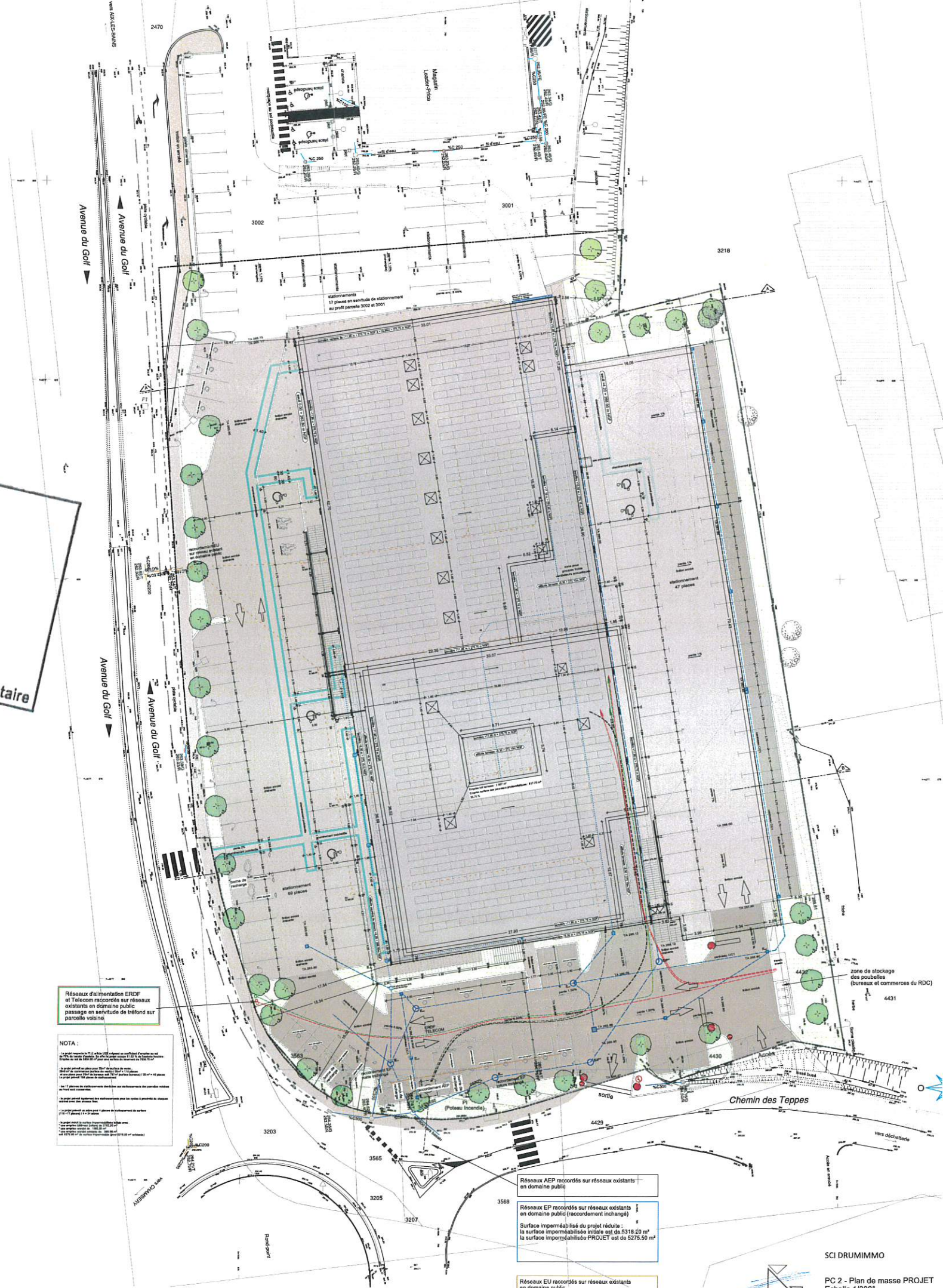
GRTgaz

Validé le: 29 04 2021

Réf.: P2021-001919

Valable 12 mois

Sous réserve de modification réglementaire



SCI DRUMIMMO

PC 2 - Plan de masse PROJET
Echelle 1/2000
Janvier 2021



Validé le: 29 04 2021

Réf.: P2021-001919

Valable 12 mois
Sous réserve de modification réglementaire

ANNEXE 3

Éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport, en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation

Délai de fourniture : le transporteur doit répondre au plus tard sous un mois calendaire à toute demande dûment remplie et accompagnée des plans du projet, qui lui est adressée par un maître d'ouvrage d'ERP ou d'IGH conformément au formulaire Cerfa n° 15016. Ce délai est porté à deux mois lorsque certains éléments de l'étude de dangers relatifs à l'environnement de la canalisation nécessitent une mise à jour (cf. article 29 de l'arrêté « multifuide »).

Coordonnées du porteur de projet :	Coordonnées du transporteur :
Nom (ou dénomination) : SCI DRUMIMMO	Nom (ou dénomination) : GRTgaz
Complément d'adresse :	Complément d'adresse :
N° : 168 Voie : Avenue du Golf	N° : 10 Voie : rue Pierre Semard
Lieu-dit / BP :	Lieu-dit / BP : CS 50329
Code postal : 73420 Commune : Drumettaz-Clarafond	Code postal : 69363 Commune : Lyon Cedex 07
Pays : France	Pays : France
N° SIRET (Complet) : 830 167 755 00016	N° SIRET (Complet) : 44011762001142
Nom de la personne à contacter : M. Wolff	Nom de la personne à contacter :
Tél : 06 09 90 76 15 Fax : `	Tél : 04 78 65 59 59 Fax :
Courriel : jwolff@o-top.net	Courriel :

Nature du projet d'ERP/IGH:

Dénomination du projet : Construction d'un bâtiment regroupant des ERP de 5^{ème} catégorie

Cas d'un ERP	Cas d'un IGH
ERP nouveau <input checked="" type="checkbox"/>	IGH nouveau <input type="checkbox"/> Modification d'IGH <input type="checkbox"/>
Modification d'ERP <input type="checkbox"/>	Classe et usage de l'IGH neuf ou modifié :
Type de l'ERP neuf ou modifié : M et bureaux, U,R,W	Effectif maximal de l'IGH neuf ou modifié :
Catégorie de l'ERP neuf ou modifié : 3 ^{ème} + 5 ^{ème} Cat.	Classe et usage de l'IGH existant ⁽²⁾ :
Effectif maximal ⁽¹⁾ de l'ERP neuf ou modifié : 1043 personnes	Effectif maximal de l'IGH existant ⁽²⁾ :
Type de l'ERP existant ⁽²⁾ :	
Catégorie de l'ERP existant ⁽²⁾ :	
Effectif maximal ⁽¹⁾ de l'ERP existant ⁽²⁾ : pers.	

⁽¹⁾ pour les ERP de 1^{ère} à 3^{ème} catégorie, effectif total accueilli, personnel inclus pour les ERP de 4^{ème} et 5^{ème} catégorie, effectif public seulement

⁽²⁾ le cas échéant, lorsque le projet concerne la modification (ou extension) d'un ERP ou IGH existant

Emplacement et Calendrier prévisionnel du projet d'ERP/IGH:

Commune : DRUMETTAZ CLARAFOND

Voie, zone ou quartier : Avenue du Golf

Date de réception par le transporteur de la demande dûment remplie: 26/03/2021

Date prévisionnelle de début de construction : 01/12/2021

Date prévisionnelle d'ouverture au public de l'ERP neuf ou modifié ou de première occupation de l'IGH neuf ou modifié : 01/12/2022

Caractéristiques générales de la canalisation ayant un impact sur le projet :

(le transporteur joint un plan comportant au droit du projet d'ERP-IGH a minima le tracé de la canalisation et des SUP n° 1, 2 et 3)

Fluide transporté: gaz naturel Diamètre nominal : 400 Pression maximale de service : 67,7 bar

Diamètre nominal : 150 Pression maximale de service : 67,7 bar

Implantation : exclusivement enterré ☒ exclusivement aérien ☐ mixte enterré / aérien ☐

* cf. définitions au verso – les distances reportées ici sont les maxi entre linéaire enterré, tronçons aériens et installations annexes

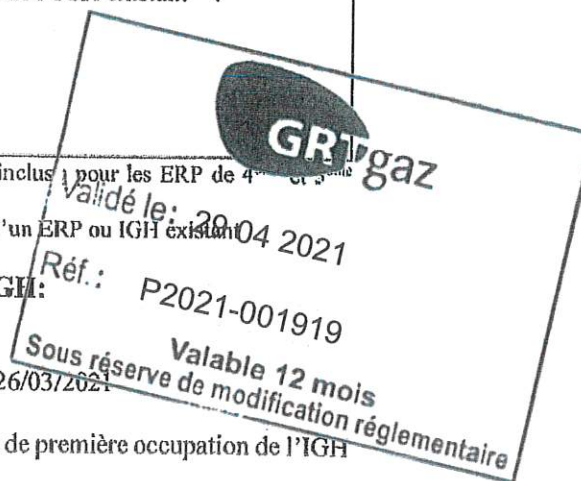
Signature du transporteur et nom du signataire :

Date : 06/04/2021

Nom : Assistant Sécurité Industrielle

Signature : PRO

Nombre de pièces jointes, y compris les plans : 1



Éléments d'analyse extraits de l'étude de dangers

1- Probabilité d'atteinte d'un point de l'environnement de la canalisation au droit du projet d'ERP / IGH :

Distance la plus courte entre la canalisation et un bâtiment ou une zone accueillant du public, du personnel permanent ou des résidents au sein de l'ERP/IGH neuf ou modifié : $D_{\min(DN400)} = 115 \text{ mètres}^*$

$D_{\min(DN150)} = 110 \text{ mètres}^*$

* Cette distance doit être validée par le demandeur et reportée sur les plans transmis avec l'analyse de compatibilité, en complément du report des ouvrages de transport de gaz. Le transporteur se tient à disposition du demandeur pour effectuer à titre gracieux le repérage de ses ouvrages sur le terrain et la matérialisation des bandes de servitudes.

Distances d'effets maxi :

Canal (A,B,C) : DN400 PMS 67,7 bar SUP* n°1 = 145 mètres ; SUP* n°2 = 5 mètres ; SUP* n°3 = 5 mètres

Canal (D) : DN150 PMS 67,7 bar SUP* n°1 = 45 mètres ; SUP* n°2 = 5 mètres ; SUP* n°3 = 5 mètres

$$P(\text{atteinte point}) = F(\text{fuite}/(\text{km.an})) \times \text{Prob}(\text{inflammation}) \times 2[D^2(\text{effet considéré}) - D_{\min}^2]^{1/2} \times \sum [EMC_i \times P(\text{facteur de risque})_i \times C_i] \times P(\text{présence})$$

Tableau 1 Calcul de $P(\text{atteinte point})$	Phénomène dangereux de référence majorant					Phénomène dangereux de référence réduit				
	Tronçons linéaires enterrés				Installation s annexes ou tronçons aériens	Tronçons linéaires enterrés				Installation s annexes ou tronçons aériens
	PK1à2	PK3à4	PK4 à 5	PK 6 à 7		PK1à2	PK3à4	PK4à 5	PK 6 à 7	
Tronçon	(A)	(B)	(C)	(D)		(A)	(B)	(C)	(D)	
F(fuite/(km.an))	$1.07 \cdot 10^{-4}$	$1.07 \cdot 10^{-4}$	$1.07 \cdot 10^{-4}$	$1.65 \cdot 10^{-4}$		$1.53 \cdot 10^{-4}$	$1.53 \cdot 10^{-4}$	$1.53 \cdot 10^{-4}$	$3.77 \cdot 10^{-4}$	
Prob(inflammation)	0.10	0.10	0.10	0.10		0.04	0.04	0.04	0.04	
D1(effet considéré) PEL sans mobilité	145 m	145 m	145 m	45 m		12 m	12 m	12 m	12 m	
D2(effet considéré) PEL avec mobilité*	145 m	145 m	145 m	30 m		5 m	5 m	5 m	5 m	
D3(effet considéré) ELS sans mobilité	100 m	100 m	100 m	30 m		9 m	9 m	9 m	9 m	
D4(effet considéré) ELS avec mobilité*	100 m	100 m	100 m	20 m		5 m	5 m	5 m	5 m	
D_{\min}	115 m	115 m	115 m	110 m		115 m	115 m	115 m	110 m	
EMC1	0.01	0.6	1	0.01		0.01	0.6	1	0.01	
P(facteur de risque)1	0.8	0.8	0.8	0.8		0.43	0.43	0.43	0.43	
C1	3	3	3	3		3	3	3	3	
EMC2						1	1	1	1	
P(facteur de risque)2						0.57	0.57	0.57	0.57	
EMC3										
P(facteur de risque)3										
P(présence)	1	1	1	1		1	1	1	1	
P1(atteinte point) PEL sans mobilité	$7.45 \cdot 10^{-8}$	$4.47 \cdot 10^{-6}$	$7.45 \cdot 10^{-5}$	$3.57 \cdot 10^{-8}$		$3.57 \cdot 10^{-8}$	$8.23 \cdot 10^{-8}$	$1.14 \cdot 10^{-7}$	$8.79 \cdot 10^{-8}$	
P2(atteinte point) PEL avec mobilité*	$7.45 \cdot 10^{-8}$	$4.47 \cdot 10^{-6}$	$7.45 \cdot 10^{-6}$	$2.38 \cdot 10^{-8}$		$3.57 \cdot 10^{-8}$	$8.23 \cdot 10^{-8}$	$1.14 \cdot 10^{-7}$	$8.79 \cdot 10^{-8}$	
P3(atteinte point) ELS sans mobilité	$5.14 \cdot 10^{-8}$	$3.08 \cdot 10^{-6}$	$5.14 \cdot 10^{-6}$	$2.38 \cdot 10^{-8}$		$3.57 \cdot 10^{-8}$	$8.23 \cdot 10^{-8}$	$1.14 \cdot 10^{-7}$	$8.79 \cdot 10^{-8}$	
P4(atteinte point) ELS avec mobilité*	$5.14 \cdot 10^{-8}$	$3.08 \cdot 10^{-6}$	$5.14 \cdot 10^{-6}$	$1.58 \cdot 10^{-8}$		$3.57 \cdot 10^{-8}$	$8.23 \cdot 10^{-8}$	$1.14 \cdot 10^{-7}$	$8.79 \cdot 10^{-8}$	

SUP n°1 (cf. article R. 555-30 b 1^{er} tiret) : distance d'effets létaux du phénomène dangereux de référence majorant (D1 majorant)

SUP n°2 (cf. article R. 555-30 b 2^{ème} tiret) : distance d'effets létaux du phénomène dangereux de référence réduit (D2 réduit)

SUP n°3 (cf. article R. 555-30 b 3^{ème} tiret) : distance d'effets létaux significatifs du phénomène dangereux de référence réduit (D4 réduit)

* Nota : « avec mobilité » signifie « en tenant compte des possibilités de mobilité des personnes exposées pour s'éloigner de la zone dangereuse ». Lorsque les effets majorants sont autres que thermiques, P2 = P1 et P3 = P1. Lorsque les distances D2 et D4 avec mobilité ne figurent pas dans l'étude de dangers, la mention « NC » est portée dans la case correspondante, et est alors les distances sans mobilité D1 et D3 sont retenues pour le calcul de P2 et P4

Validé le: 29 04 2021

Réf.: P2021-001919

Valable 12 mois
Sous réserve de modification réglementaire

2- Analyse sommaire indépendamment des renforcements possibles sur la canalisation ou le bâti :

Dans chacun des cas suivants, le projet est « compatible » sans condition complémentaire, et les § 3 à 5 ne sont pas renseignés :

- a. ☐ Effectif de l'ERP < 100 personnes ou extension/modification de l'ERP sans augmentation du nombre de personnes dans la SUP n°1
- b. ☐ $D_{min1} > D1$ majorant (SUP n° 1)
- c. ☐ $D_{min1} > D3$ majorant et l'effectif maximal ERP < 300 personnes

Dans les cas suivants, le projet est « Incompatible » (les § 3 à 5 ne sont pas à renseigner) :

- d. ☐ $D_{min1} < D4$ réduit (SUP n° 3) et il s'agit d'un ERP/IGH « nouveau »
- e. ☐ $D_{min1} < D2$ réduit (SUP n° 2) et il s'agit d'un ERP/IGH « nouveau » dont l'effectif maximal ERP est > 300 personnes.

Dans tous les autres cas, les § 3, 4 et le cas échéant 5 suivants doivent être renseignés.

3- Nature des mesures particulières de protection possibles sur la canalisation :

Le projet est compatible vis-à-vis du DN 150 cependant il doit respecter les mesures indiquées dans le tableau ci-dessous pour être considéré compatible vis-à-vis du DN 400.

Tableau 2	Réduction du risque « Travaux tiers »	Réduction du risque « Travaux tiers »	Réduction du risque « Travaux tiers »	Réduction du risque « Corrosion »	Réduction du risque « Construction, défaut matériau »
Mesures de protection	BMC1 et/ou C1	EMC1 et/ou C1	BMC1 et/ou C1	EMC2	EMC3
Tronçon	(A)	(B)	(C)		
Longueur minimale de canalisation concernée par la mesure (mètres)	85	10	14		
Nature de la mesure	Mesure déjà en place au moment de l'étude	Protection Physique	Protection Physique	Sans objet	Sans objet
Valeurs corrigées du facteur EMCi et/ou Ci	0,01	0,01	0,01		
Coût estimatif HT en cas de mise en œuvre sous MOA du transporteur		Nous contacter	Nous contacter		
Renvoi à PJ pour définir le CdC de la mesure en cas de MOA par le porteur de projet		Nous contacter	Nous contacter		

(1) sous réserve de
faisabilité

(1) sous réserve de
faisabilité

Nota : Les valeurs EMC1 ou C1 indiquées ici et relatives à des renforcements de sécurité complémentaires possibles doivent tenir compte, le cas échéant, des combinaisons avec d'autres mesures de renforcement déjà mises en œuvre par le transporteur conformément à l'étude de dangers

4- Application de la matrice d'évaluation du risque tenant compte du projet d'ERP-IGH et de l'état de protection de la canalisation à la date de l'analyse :

Tableau 3 – Matrice avant mise en œuvre de mesures particulières de protection de la canalisation								
ELS	PEL	$P \leq 5.10^{-7}$	$5.10^{-7} < P \leq 10^{-6}$	$10^{-6} < P \leq 5.10^{-5}$	$5.10^{-5} < P \leq 10^{-4}$	$10^{-4} < P \leq 10^{-3}$	$10^{-3} < P$	
$N > 300$	$N > 3000$							
$100 < N \leq 300$	$1000 < N \leq 3000$	$P_{1-2maj}^*(A)$ $P_{3-4maj}^*(A)$		$P_{1-2maj}^*(B)$	$P_{1-2maj}^*(C)$			
$30 < N \leq 100$	$300 < N \leq 1000$							
$10 < N \leq 30$	$100 < N \leq 300$			$P_{3-4maj}^*(B)$	$P_{3-4maj}^*(C)$			
$1 < N \leq 10$	$10 < N \leq 100$	$P_{3-4red}^*(A)$						
$N \leq 1$	$N \leq 10$	$P_{1-2red}^*(A)$ $P_{1-2red}^*(B)$ $P_{3-4red}^*(B)$ $P_{1-2red}^*(C)$ $P_{3-4red}^*(C)$						

Positionner dans cette matrice (tableau 3) les 8 probabilités suivantes : P1 à P4 pour chacun des phénomènes dangereux de référence majorant (P_i maj) et réduit (P_i red).

La gravité (N) est déterminée en tenant compte du nombre total de personnes présentes dans la zone, y compris celles associées au projet d'ERP ou IGH.

Les probabilités sont affectées d'un astérisque (par exemple P1 maj*) lorsque le tronçon de canalisation concerné dispose déjà à la date de l'analyse :

- d'une mesure physique de protection
- ou d'une combinaison de mesures d'exploitation et/ou d'information et de balisage renforcé en cas de difficultés techniques majeures pour la mise en place d'une mesure physique de protection, ou si cette combinaison de mesures est déjà en place vis-à-vis d'ERP voisins existants.

Il y a « acceptabilité » lorsque ces 3 conditions sont satisfaites :

- aucune des probabilités (affectées ou non d'un astérisque) n'est située dans une case rouge
- les probabilités P1 et P2 situées dans une case orange ou jaune sont toutes affectées d'un astérisque
- les probabilités P3 et P4 situées dans une case orange sont toutes affectées d'un astérisque

Dans les autres cas, le §5 ci-après doit être renseigné.

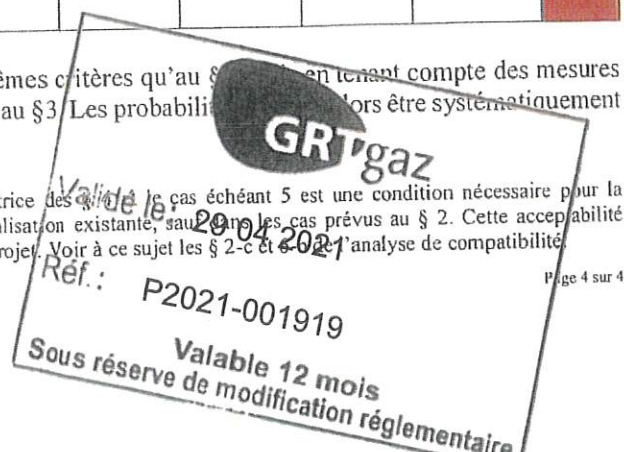
5- Application de la matrice d'évaluation du risque tenant compte du projet d'ERP-IGH et des mesures particulières de protection complémentaires possibles sur la canalisation :

Tableau 4 – Matrice après mise en œuvre de mesures particulières de protection de la canalisation								
ELS	PEL	$P \leq 5.10^{-7}$	$5.10^{-7} < P \leq 10^{-6}$	$10^{-6} < P \leq 5.10^{-5}$	$5.10^{-5} < P \leq 10^{-4}$	$10^{-4} < P \leq 10^{-3}$	$10^{-3} < P$	
$N > 300$	$N > 3000$							
$100 < N \leq 300$	$1000 < N \leq 3000$	$P_{1-2maj}^*(B)$ $P_{3-4maj}^*(C)$						
$30 < N \leq 100$	$300 < N \leq 1000$							
$10 < N \leq 30$	$100 < N \leq 300$	$P_{3-4maj}^*(B)$ $P_{3-4maj}^*(C)$						
$1 < N \leq 10$	$10 < N \leq 100$							
$N \leq 1$	$N \leq 10$	$P_{1-2red}^*(B)$ $P_{3-4red}^*(B)$ $P_{1-2red}^*(C)$ $P_{3-4red}^*(C)$						

Positionnement des probabilités selon les mêmes critères qu'au §4 en tenant compte des mesures particulières de protection possibles décrites au §3. Les probabilités doivent être systématiquement affectées d'un astérisque.

Nota : l'acceptabilité lors de l'application de la matrice des §4 et 5 est une condition nécessaire pour la compatibilité d'un projet d'ERP-IGH avec une canalisation existante, sauf dans les cas prévus au § 2. Cette acceptabilité n'entraîne pas automatiquement la compatibilité du projet. Voir à ce sujet les § 2-c et 6-2021 l'analyse de compatibilité.

Réf GRTgaz : P2021-001919 Drumettaz Clarafond Lidl etc
Valable 12 mois sous réserve de modification réglementaire



Projet de SUP au droit du projet P2021-001919 Drumettaz Clarafond



Date d'édition
30/03/2021

Urbanisme

Réseau GRTgaz

— En construction

— Réseau en service

— Réseau accessoire

— Réseau hors service

— Réseau hors service

DN : Diamètre Nominal de la canalisation

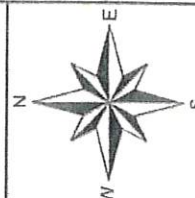
Sectionnement

□ Installations GRTgaz

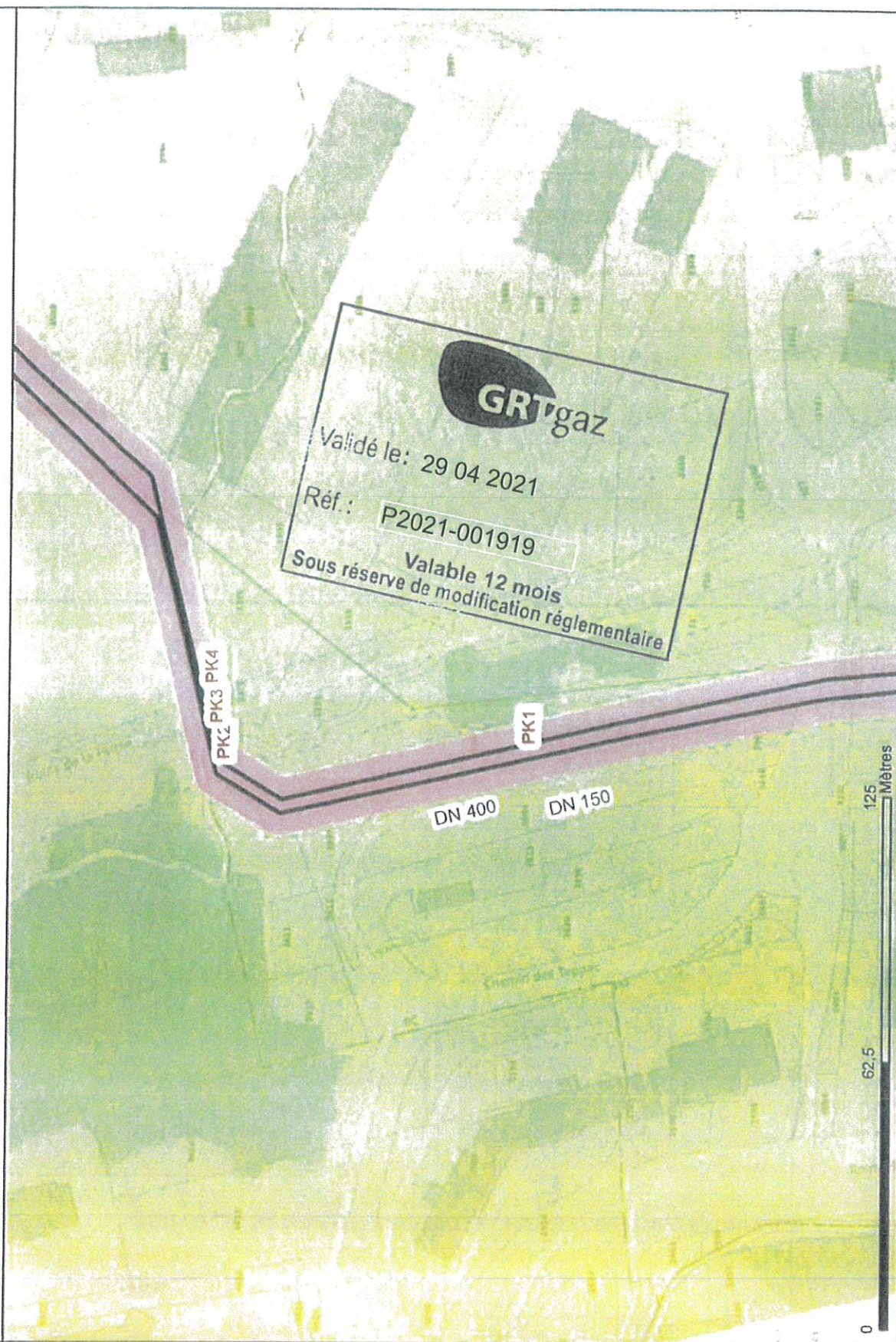
■ Projet de SUP 2 (=SUP3)

■ Projet de SUP 1

RGF 1993 Lambert 93



Copyright © IGN 2019 -
Esri France 2019



Code de l'environnement art. L. 555-16 et R. 555-30, code de l'urbanisme art. R. 431-16 : les constructions et/ou aménagements en matière d'urbanisme dans les bandes de servitude d'utilité publique des ouvrages GRTgaz sont réglementés. Merci de vous rapprocher de nos services pour les modalités techniques et réglementaires associées à nos ouvrages pour l'implantation et la maîtrise de l'urbanisme.

ANNEXE 2 : Processus de maîtrise de l'urbanisation à proximité des canalisations de transport

